

## Crise sanitaire – confinement – perspectives de fin d'année universitaire

Après 2 semaines improvisées tant au niveau national que local, avec des consignes souvent contradictoires, nous avons maintenant quelques retours d'expériences sur la "continuité pédagogique" et une vision peu optimiste des conditions de poursuite des activités économiques, sociales et universitaires en période de confinement – l'horizon temporel de cette période s'allonge.

Nos principes avancés, en particulier dans les lettres d'Alcofribas récentes sont : **priorité aux mesures sanitaires, protection maximale pour tous les personnels et étudiants, confiance et solidarité.**

Vendredi et la semaine suivante (tardivement par rapport à d'autres universités) vont se tenir en visio de nombreuses réunions (CHSCT, CT, CA) : la présidence de l'université y présentera sans doute une déclinaison locale (interprétative) des dispositions prises par ordonnances.

Après de nombreux échanges entre collègues de presque toutes les composantes de notre université, avec des nuances qui tiennent aux formations et aux disciplines, la section syndicale SNESUP entend participer aux réflexions en cours avec les analyses et propositions suivantes :

- améliorer les conditions de travail des personnels requis (animalerie, Service de Santé) en veillant à la protection maximale des personnes et en privilégiant le travail à distance (internet, téléphone) ;
- prendre des dispositions au cas par cas pour les étudiants en stage ou en mobilité internationale (sortante ou entrante), tant sur les aspects scientifiques et pédagogiques que sur les aspects financiers (le besoin d'un engagement spécifique du ministère sur ce point est évident) ;
- suspendre pour cette année les UE CERCIP et les activités MOBIL non encore validées ;
- relativiser la « continuité pédagogique » et prendre en compte les situations sociales (travail salarié et/ou absence de ressources) et d'accès à internet des plus fragiles : on ne peut ignorer qu'environ 30 % de étudiants de licence ont des difficultés objectives d'accès et/ou de travail avec les outils numériques. Il est impensable de ne travailler que pour le public des volontaires parmi les 70 % restants, pour lesquels par ailleurs, en particulier en L1 et L2, de gros problèmes méthodologiques existent. La multiplication des usages sur les plateformes CELENE, Teams, Google Scholar, CNED,... ne facilite l'activité ni des étudiant.e.s ni des collègues dont beaucoup sont aussi occupés par l'accompagnement de malades ou d'enfants ;
- s'abstenir de toute décision prématurée uniforme sur les bornes de l'année universitaire actuelle, calendrier et modalités d'examens : l'organisation d'examens en présentiel serait irresponsable. Le déconfinement ne pourra être que ciblé et progressif, donc incompatible avec des épreuves sur table. **Un principe : la confiance faite aux équipes, les libertés académiques et pédagogiques et le respect des statuts tant des enseignants-chercheurs et enseignants que des BIATSS.** Chacun a conscience que l'évaluation dans ce contexte est imparfaite ;
- refuser l'externalisation de l'organisation d'examens à distance via des plateformes de télésurveillance et de traçage des connexions étudiantes et enseignantes ;
- encourager le suivi partagé et globalisé des situations sanitaires et universitaires de tous les étudiants, par un suivi individualisé permettant *in fine* un avis et un conseil pour les

conditions à venir de poursuites d'études (ce qui signifie *de facto* renoncer à "sanctionner" les étudiants qui n'auront pas pu être évalués ou qui n'auront pas réussi suffisamment ces évaluations).

**Il convient enfin de rappeler le caractère souverain des jurys (qui ne saurait être remis en cause, y compris dans les circonstances présentes). C'est le jury qui attribue les notes définitives (et non les enseignants eux-mêmes). C'est le jury qui décide aussi de dispenser/valider, quelle qu'en soit la raison. Cela vaut pour tous les EP, CERCIP compris. Nous encourageons donc les jurys à exercer pleinement le pouvoir qui est le leur en faisant de la "continuité des parcours universitaires" des étudiants une priorité absolue. Aucun d'entre eux ne doit voir la validation de son année remise en cause par un échec au 2<sup>d</sup> semestre qui n'aurait, au regard de la sidération du moment, aucun sens.**

Propositions de la section SNESUP de Tours  
(2 avril 2020)

## **Communiqué de la FCPE (31 mars)**

M. Blanquer, arrêtez de faire semblant !

Si l'on en croit M. le Ministre de l'Éducation nationale, tout est sous contrôle. Tout le monde a trouvé son « rythme de croisière » sur la plateforme « Ma classe à la maison », les jeunes de Terminale pourront passer leur bac d'ici la fin du mois de juin, les élèves rattraperont leurs retards d'apprentissage cet été grâce à des modules gratuits... Mais Monsieur Blanquer, si vous arrêtez de faire semblant ?

Semblant de maîtriser une situation imprévisible, ou à tout le moins imprévue, semblant de faire comme si la continuité pédagogique fonctionnait, semblant de penser que plus de 90 % des élèves n'ont pas « décroché »... Bien sûr, les parents sont reconnaissants du travail réalisé par des professeurs mis en demeure d'enseigner à distance alors même qu'ils n'ont jamais, ou presque, été formés à ces nouvelles pratiques. Bien sûr, les parents ont répondu « présent » quand le Ministre leur a demandé d'accompagner leurs enfants dans ce processus. Mais voilà, ils n'en peuvent plus ! Ils disent stop à la pression qui s'exerce sur eux et les élèves.

|   |
|---|
| Actualité Nationale <a href="http://www.snesup.fr">www.snesup.fr</a><br>Localement <a href="http://www.snesup-tours.fr">www.snesup-tours.fr</a><br>Contact : <a href="mailto:fsu@univ-tours.fr">fsu@univ-tours.fr</a> |
|---|